



**DIRECTION DES ECHANGES
COMITE DES ECHANGES**

TD/TC/CSO/M(2003)1
Non classifié

COMPTE RENDU SUCCINCT

de la Cinquième consultation informelle entre le Comité des échanges de l'OCDE et les Organisations de la société civile

Paris, 20 octobre 2003

Contact : Miriam Koreen : Tél. : (33-1) 45 24 89 21 ; Email : miriam.koreen@oecd.org

JT00156708

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

**Cinquième consultation informelle entre le Comité des échanges de l'OCDE
et les Organisations de la société civile
20 octobre 2003**

1. Le 20 octobre 2003, le Comité des échanges de l'OCDE a tenu sa cinquième consultation informelle avec les Organisations de la société civile (OSC) juste avant sa 137^{ème} session. Comme les années précédentes, cette consultation informelle a permis des échanges de vue constructifs tant pour la société civile que pour le Comité des échanges, échanges qui ont complété les mécanismes de consultation régulière en vigueur au niveau national dans les pays Membres de l'OCDE.

2. Cette année, les participants de douze OSC nationales et internationales représentant une grande diversité d'intérêts ont assisté à la consultation dont le thème central a été « Evaluation des résultats de la 5^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC et voie à suivre pour faire progresser le PDD ». Le Président ouvre la consultation en souhaitant la bienvenue aux organisations de la société civile et en les remerciant pour leurs contributions écrites qui ont fourni d'importants sujets de réflexion pour alimenter les débats.

3. Tous les participants se déclarent déçus par l'échec de la Conférence ministérielle de Cancún et estiment qu'on ne peut en aucun cas estimer que les pays en développement ont été les vainqueurs de Cancún, bien que certaines organisations l'aient prétendu peu après l'arrêt de cette conférence. Ils reconnaissent l'importance de relancer les négociations prévues dans le cadre du programme de Doha pour le développement. Les OSC et les Membres de l'OCDE expriment leur profond attachement au système commercial multilatéral. Ils conviennent que des systèmes régionaux et bilatéraux constitueraient un optimum de second rang et que ces systèmes risquent d'être particulièrement préjudiciables pour les pays en développement.

4. Il est longuement discuté de certaines des causes de l'échec de Cancún. La question est posée de savoir si les négociations ont dévié parce que l'on a considéré la libéralisation des échanges comme une fin en soi plutôt que comme le moyen de parvenir à une fin. Quelques OSC soulignent l'importance du développement durable en tant qu'objectif ultime de la libéralisation des échanges et déplorent l'étroitesse du débat sur les échanges et l'environnement dans le PDD. Les délégués rappellent qu'ils considèrent la libéralisation des échanges comme un moyen de parvenir à un développement durable sur les plans économique, social et environnemental.

5. Plusieurs OSC émettent l'avis qu'une autre raison de l'échec de Cancún est le fossé qui sépare les objectifs officiels du PDD des questions effectivement débattues à Cancún. Des délégations estiment que les espoirs placés dans ce que la Conférence ministérielle de Cancún pourrait réaliser dans la pratique ont été peu réalistes et qu'il s'avère inutile de comparer des résultats à des objectifs irréalistes. Elles rappellent aux OSC que la réalité est que la libéralisation des échanges doit se faire progressivement pour pouvoir être acceptée au niveau national et leur demandent de formuler des suggestions constructives en termes pratiques sur les moyens d'aller de l'avant. Tout en reconnaissant le caractère progressif des négociations, les OSC font valoir qu'il faut clairement déterminer l'objectif à long terme de façon à fixer les paliers à franchir pour l'atteindre.

6. A propos des moyens pour faire avancer les négociations, plusieurs OSC expriment l'avis qu'il faut simplifier et rendre moins ambitieux le PDD et son cadre temporel, par exemple en retirant les questions de Singapour de l'engagement unique. Toutefois, aucune des OSC présentes ne formule d'arguments concrets sur le fond à l'encontre de l'une quelconque de ces quatre questions ; leurs préoccupations portent plutôt sur le point de savoir si elles doivent être abordées à l'OMC ou ailleurs. Les délégués et les OSC soulignent que chacune de ces questions – la facilitation des échanges, la transparence des marchés publics, les échanges et la concurrence et les échanges et l'investissement – a une importante

dimension « développement » et qu'il n'est pas dans l'intérêt des pays en développement de les retirer de l'ordre du jour. Des délégués estiment qu'il faut cesser de faire l'amalgame de ces quatre questions.

7. Tout en voulant réduire l'ampleur du programme, les OSC attirent l'attention sur des questions qu'il conviendrait, à leur avis, d'ajouter au programme des négociations, telles que les normes du travail. Des délégués et quelques OCS font observer que le programme des négociations a été adopté à Doha et que les travaux doivent se dérouler sur cette base et sans modifications importantes. Ils expriment aussi l'avis que les négociations doivent être envisagées dans leur contexte général plutôt que question par question ou pays par pays, de façon à pouvoir parvenir à un résultat équilibré et à ce que tous les pays en tirent profit.

8. Tous les participants soulignent l'importance de la cohérence entre la politique commerciale et la politique du développement et le fait que des consultations telles que celle qui a lieu contribuent à la réalisation de progrès en ce sens. Les OSC soulignent aussi l'importance d'une cohérence entre l'OMC et les autres organisations internationales et mettent en garde contre le danger qu'il y a à travailler de façon isolée.

9. Pour relancer les négociations, les OSC estiment que les pays riches doivent prendre des mesures visant à renforcer la confiance, en particulier dans les domaines de l'agriculture, des questions de Singapour et des questions institutionnelles et de prise de décisions de l'OMC. Membres et OSC font observer que l'augmentation à 148 du nombre des membres de l'OMC a eu des répercussions sur le fonctionnement général de l'OMC. Elle a notamment ajouté à la difficulté de négocier, tout en préservant les principes importants de transparence et de consensus. Il est estimé qu'il importe de tenir dûment compte des pays en développement, dont la voix se fait de plus en plus entendre depuis quelques années, mais aussi de les responsabiliser de façon adéquate. Les OSC demandent aussi plus de transparence et de responsabilité publique dans l'élaboration des politiques commerciales, en particulier au niveau national, tout en faisant observer que de grands progrès ont été accomplis en la matière à l'échelle internationale et, en particulier, aux conférences ministérielles de l'OMC. Quelques délégations n'ont pas le sentiment que le processus de prise de décision a contribué à l'échec de Cancún. Tous les participants conviennent que l'examen de la question de la réforme institutionnelle ne doit pas retarder les négociations de fond, ni leur porter atteinte.

10. Le rôle des OSC à la Conférence ministérielle de Cancún est également examiné. Quelques OSC font observer que l'on a tendance à mettre toutes les OSC dans le même panier, bien qu'elles n'aient pas toutes eu la même attitude à Cancún. Bon nombre d'OSC et, en particulier, d'organisations de consommateurs, continuent d'être favorables à une libéralisation des échanges soutenue par un système fondé sur des règles. Une OSC signale que toutes les organisations ne sont pas opposées à la mondialisation, mais qu'elles recherchent plutôt une forme différente de mondialisation. Il est demandé si le fait que certaines délégations présentes à Cancún ont dû s'appuyer sur les dossiers des OSC pour formuler leurs positions dans les négociations est une illustration de l'échec du système. On fait aussi remarquer que les points de vue de toutes les OSC ne sont pas représentés à la présente consultation du Comité des échanges et, en particulier, ceux des OSC qui représentent les plus pauvres de tous les pauvres, et que c'est pour elles que les participants présents se doivent de travailler de façon constructive.

11. En ce qui concerne le rôle de l'OCDE dans le système commercial multilatéral, les OSC expriment leur satisfaction pour les études analytiques effectuées par l'OCDE et estiment que l'Organisation a un rôle important à jouer en faisant connaître les avantages de la libéralisation. Elles font, en particulier, l'éloge des numéros de « Synthèses » sur les questions commerciales et de l'étude intitulée « Le régionalisme et le système commercial multilatéral ». A leur avis, l'OCDE doit continuer à accorder un haut rang de priorité aux travaux menés à l'appui du système commercial multilatéral dans un certain nombre de domaines : agriculture, accès aux marchés non agricoles et réduction des droits de douane,

questions de Singapour (y compris le renforcement des capacités de négociation), questions sociales et questions en rapport avec le régionalisme. La proposition de projet de l'OCDE sur les échanges et l'ajustement structurel pourrait, estiment-elles, contribuer de façon importante à la mise en place d'un cadre permettant de s'adapter à la libéralisation des échanges. Les OSC considèrent aussi que l'OCDE peut apporter une contribution importante au débat sur la cohérence des politiques. Les participants reconnaissent qu'il faut faire un meilleur usage des travaux déjà accomplis par l'OCDE. Le Comité des échanges prend note de ces suggestions.

12. Dégageant les conclusions de cette consultation, le Président remercie tous les participants pour leur contribution à ce qu'il considère être une bonne session de réflexion plurilatérale. Il prend acte du large appui qui s'est exprimé pour un système commercial multilatéral fondé sur des règles et de la volonté de poursuivre le PDD. Il rappelle que différents avis ont été émis sur la façon de procéder aux négociations, en termes de programme et de texte à utiliser comme point de départ, et souligne qu'il faudra concilier attentes et ambitions, notamment en montrant la volonté de prendre des engagements. Il remercie les OSC pour leurs commentaires et suggestions touchant les projets de l'OCDE relatifs aux échanges et note qu'il faudra poursuivre les efforts pour tirer le meilleur parti des travaux existants et à venir. Tant les délégués au Comité des échanges que les OSC se félicitent d'avoir eu l'occasion de participer à cette consultation qui, estiment-ils, a constitué un dialogue ouvert, riche d'enseignements et constructif.

**LIST OF PARTICIPANTS FOR 5TH INFORMAL CONSULTATION BETWEEN THE TRADE
COMMITTEE AND CIVIL SOCIETY ORGANISATIONS (CSOS)**

**LISTE DES PARTICIPANTS POUR 5ÈME CONSULTATION INFORMELLE ENTRE LE
COMITÉ DES ÉCHANGES ET LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSCS)**

20 October 2003 - 20 October 2003

Président / Chairman

M. Luzius WASESCHA

Ambassadeur
Secrétariat d'Etat à l'Economie
Département fédéral de l'Economie

Allemagne / Germany

Mr. Knut BRÜNJES

Deputy Director-General
Federal Ministry of Economics and Technology

Mr. Achim BURKART

Counsellor
Permanent Delegation

Mlle. Isabel FEICHTNER

Stagiaire
Permanent Delegation

M. Jan SCHEFFLER

Stagiaire
Permanent Delegation

Australie / Australia

Mr. Bruce GOSPER

First Assistant Secretary
Office of Trade Negotiations
Department of Foreign Affairs & Trade
Deputy Permanent Representative
Permanent Delegation

Mr. Mike ROBERTS

Deputy Permanent Representative
Permanent Delegation

Autriche / Austria

Ms. Gabriela HABERMAYER

Director
Ministry for Economic Affairs and Labour
Austrian Federal Economic Chamber

Ms. Susanne SCHROTT

Austrian Federal Economic Chamber

Belgique / Belgium

M. Philippe HARVENGT

Conseiller
Service Public Fédéral Affaires Etrangères,
Commerce Extérieur et Coopération au
Développement

M. Frank DUHAMEL

Secrétaire d'Ambassade
Délégation Permanente

Canada / Canada

Mr. Stuart CARRE

Counsellor
Permanent Delegation

Corée / Korea

M. Gil-Sou SHIN	Deputy Director-General Ministry of Foreign Affairs and Trade
Mr. Chang-Kyu KIM	Director International Cooperation Division Ministry of Industry, Commerce and Energy
Mr. In-Sang HWANG	Deputy Director WTO Division Ministry of Foreign Affairs and Trade
Mr. Yung-suh PARK	Deputy Director Economic Organisation Division Ministry of Foreign Affairs and Trade
Mr. Song-Jun OHM	Counsellor Permanent Delegation
M. Moon-Sung KANG	Associate Research Fellow KIEP

Espagne / Spain

Mr. José Alberto PLAZA TEJERA	Sous-Directeur Général du Commerce International de Services Secrétariat Général du Commerce Extérieur Ministère de l'Economie
Mr. Luis CARDERERA SOLER	Conseiller Chef de l'Office Economique et Commercial. Permanent Delegation

Etats-Unis / United States

Ms. Dorothy DWOSKIN	Assistant U.S. Trade Representative, USTR
Mr. Stephen JACOBS	Deputy Assistant Secretary, Agreements Compliance International Trade Administration U.S. Department of Commerce
Mr. Robert DOWNES	Division Chief Bureau of Economic and Business Affairs U.S. Department of State
Ms. Helen RECINOS	Advisor for Trade and Agriculture Permanent Delegation

Finlande / Finland

Mr. Jorma KORHONEN	Head of Unit Department for External Economic Relations Ministry for Foreign Affairs
Mr. Tuomas TAPIO	Second Secretary Permanent Delegation
Ms. Pia MÄKI-POLLARI	Intern Permanent Delegation
Mr. Ilkka NORDBERG	Attaché Department for External Economic Relations Ministry for Foreign Affairs

France / France

M. Michel HAVEZ Ministère des Finances, DREE

Grèce / Greece

Mrs. Sofia DIVI First Secretary
Permanent Delegation

Hongrie / Hungary

Dr. Ágnes JÁNSZKY First Secretary
Permanent Delegation

Islande / Iceland

Mr. Thórdur GUDMUNDSSON Deputy Permanent Representative
Permanent Delegation

Italie / Italy

M. Claudio PADUA Attaché aux Affaires Commerciales
Délégation Permanente

Japon / Japan

Mr. Yoichi SUZUKI Deputy Director-General
Economic Affairs Bureau
Ministry of Foreign Affairs

Mr. Nobuo TANAKA Director General
Multilateral Trade System Department, Trade
Policy Bureau
Ministry of Economy, Trade and Industry (METI)

Mr. Tetsuya WATANABE First Secretary
Industry and Trade
Permanent Delegation

Mr. Futoshi MATSUMOTO First Secretary, Trade
Permanent Delegation

M. Mitsuaki MIZUNO Second Secretary
Délégation Permanente

Mme Kaori YAMADA Official
Second International Organisations Division
Ministry of Foreign Affairs (MOFA)

Mexique / Mexico

Mr. Eduardo PEREZ MOTTA Ambassador of Mexico to the World Trade
Organization
Representation of Mexico to the WTO / Permanent
Mission of Mexico to the International
Organizations

Ms. Patricia QUESADA Minister for Trade and Industry, Permanent
Delegation

Mr. Carlos PEÑAFIEL SOTO Counsellor for Economic Affairs for Trade and
Industry
Permanent Delegation

Norvège / Norway

Mr. Kjell LILLERUD Minister Counsellor, Deputy Permanent
Representative
Permanent Delegation

Nouvelle-Zélande / New Zealand

Mr. Crawford FALCONER Principal Trade Policy Adviser
Ministry of Foreign Affairs and Trade
Mr. Adrian MACEY Ambassador, Permanent Representative
Permanent Delegation
Mr. Brian WILSON Deputy Permanent Representative
Permanent Delegation

Pays-Bas / Netherlands

Mr. Richard VAN RIJSEN Director Trade and Investment
Directorate-General
Ministry of Economic Affairs
Mr. Henk Jan BAKKER Economic Counsellor
Permanent Delegation

Pologne / Poland

Mr. Krzysztof TREPCZYNSKI Deputy Director
Department of European Integration and
International Organizations
Ministry of Economy, Labour and Social Policy
Mr. Cezary BANKA First Secretary
Permanent Delegation

Portugal / Portugal

Mrs. Maria DA GRAÇA MIRA GOMES Deputy Head of the Delegation - Minister
Counsellor
Permanent Delegation

République Slovaque / Slovak Republic

Ms. Marta RUZICKOVA Director of the OECD Department
Department of OECD and International
Organisations
Ministry of Economy, Labour and Social Policy

République Tchèque / Czech Republic

Mr. František PEER Director
Ministry of Industry and Trade
Mr. Peter TATARKO Counsellor
Permanent Delegation

Royaume-Uni / United Kingdom

M. Jonathan KNOTT First Secretary
Délégation Permanente

Suède / Sweden

Mr. Anders AHNLID Deputy Director General
Ministry for Foreign Affairs

Mr. Anders KARLSLAND Deputy Director
Ministry for Foreign Affairs

Ms. Anita MATEJOVSKY Chargé d'affaires and Permanent Representative (ad interim)
Permanent Delegation

Suisse / Switzerland

M. Harold STINGELIN Chef du Secteur OCDE
Secrétariat d'Etat à l'Economie
Département fédéral de l'Economie

M. Didier CHAMBOVEY Ministre
Mission permanente de la Suisse auprès de l'OMC
et de l'AELE

Mr. Martin GODEL Personal Assistant of the Delegate for Trade
Agreements
Secrétariat d'Etat à l'Economie
Département fédéral de l'Economie

M. Philippe FONTANA Conseiller d'Ambassade
Délégation Permanente

Turquie / Turkey

Mr. Halit AKCAGLAYAN Commercial Counsellor
Permanent Delegation

CE / EC

Mr. Mauro PETRICCIONE Director (acting)
DG Trade
European Commission

Mr. Stefan AMARASINHA DG Commerce
European Commission

Ms. Maria Francesca SPATOLISANO Deputy Permanent Representative to the OECD
Permanent Delegation

OBSERVATEURS / OBSERVERS**Argentine / Argentina**

M. Cesar FAES Embassy of Argentina

**Association Européenne de Libre-Echange (AELE) /
European Free Trade Agreement (EFTA)**

Mr. Philippe METZGER Head of the Third-Country Relation Unit in EFTA
Geneva

Organisation Mondiale du Commerce (OMC) /
World Trade Organization (WTO)

M. Alain FRANK

Director
External Relations Division

ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE / CIVIL SOCIETY ORGANISATIONS

Allemagne / Germany

Mme Sigrid THOMSEN

Oxfam Deutschland e.V.

Canada / Canada

Ms. Annick JEANTET

Advocacy Officer
C/O Agir Içic
Oxfam International

Mr. Jason POTTS

Coordinateur
International Institute for Sustainable Development
Sustainable Commodity Initiative Trade and
Investment Program

Etats-Unis / United States

Ms. Mara BURR

Executive/ International

Mme Marta PRADO

The Humane Society of the United States
CAFTA Alliance, Legal Advisor, International
Trade and Latin American Affairs
Humane Society of the United States

Ms. Ingunn YSSEN

Norvège / Norway

Secretary of International Affairs
Norwegian Confederation of Trade Unions

Pays-Bas / Netherlands

Mrs. Melanie PETERS

Policy officer Corporate Social Responsibility and
International Trade
Consumentenbond/Dutch Consumer Association

Royaume-Uni / United Kingdom

Mr. George GELBER

Head of Public Policy
Catholic Agency for Overseas Development

Pays-Bas / Netherlands

Mrs. Melanie PETERS

Policy officer Corporate Social Responsibility and
International Trade
Consumentenbond/Dutch Consumer Association

Consommateurs Internationaux / Consumers International

Mr. Julian EDWARDS Director General
Consumers International

Ms. Jill JOHNSTONE Head of Policy Research and Strategy
National Consumer Council

Fonds Mondiale pour la Nature / World Wide Fund International

M. Tom CROMPTON Head
WWF International

Mrs. Aimee GONZALES Senior Policy Advisor
WWF International

International Institute for Sustainable Development (IISD) / International Institute for Sustainable Development (IISD)

Mr. Mark HALLE Representative in Europe and Director
Trade and Investment
International Institute for Sustainable Development

Médecins sans frontières (MSF) / Médecins sans frontières (MSF)

M. Pierre CHIRAC Médecins sans frontières

**COMITÉ CONSULTATIF ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIEL (BIAC) /
BUSINESS AND INDUSTRY ADVISORY COMMITTEE (BIAC)**

Mr. Thomas VANT Secretary General
BIAC

Mme Nancie JOHNSON Chairman of the BIAC Trade Committee
DuPont

Mr. Clifford SOSNOW Partner and Chair
International Trade & Business Law Group
Lang Michener, Canada

Mr. Joseph GAVIN Associate Washington Representative
United States Council For International Business

M. Marc MAINDRAULT Directeur des Relations Commerciales et
Financières Internationales
Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

Mme Catherine MOUCHEL ROBLIN International Director
Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

M. Winand QUAEDVLIEG Senior Advisor, Confederation of Netherlands
Industry and Employers, VNO-NCW
BIAC

Dr. Claudia WÖRMANN Head of Department, International Affairs
Federation of German Industries (BDI)

Mr. Alexander BÖHMER Policy Manager
BIAC

**COMMISSION SYNDICALE CONSULTATIVE (TUAC) /
TRADE UNION ADVISORY COMMITTEE (TUAC)**

M. Marc DELUZET	Secrétaire confédéral Confédération Française Démocratique du Travail – CFDT
Mme Tanya VAN MEELIS	Coordinator COSATU
M. Cunningham NCGUKANA	General Secretary NACTU
M. James HOWARD	ICFTU
Mr. John EVANS	General Secretary Trade Union Advisory Committee to the OECD (TUAC)
Mr. Mike WAGHORNE	Assistant General Secretary Sectoral Activities Unit Public Services International
Mr. Roy JONES	Senior Policy Advisor Trade Union Advisory Committee to the OECD

OCDE / OECD

M. Jean-Marie METZGER	Director Trade Directorate
Mr. Michael ROESKAU	Director Development Co-operation Directorate
Mr. Kenneth E HEYDON	Deputy Director Trade Directorate
Mr. Richard CAREY	Deputy Director Development Co-operation Directorate
Mr. Dale ANDREW	Head of Trade Policy Linkages Division Trade Directorate
Mr. Raed SAFADI	Head of Trade Policy Dialogue Division Trade Directorate
Mr. Anthony KLEITZ	Head of Trade Liberalisation and Review Division Trade Directorate
Mrs. Janet WEST	Head of Export Credits Division Trade Directorate
Ms. Meggan DISSLEY	Principal Administrator, Civil Society, Special Events, Forum Media, Public Affairs Division, Public Affairs and Communications Directorate
Ms. Miriam KOREEN	Counsellor to the Director's Office Trade Directorate
Mr. Scott WADE	Advisor to the Director Development Co-operation Directorate